Transcription du livestream 17.07.2024

# Conférence de presse : Présentation du "Entlaaschtungs-Pak" pour citoyens et entreprises (17.07.2024)

# Participants

* Gilles Roth, ministre des Finances
* Journalistes

# Langues

* Français
* Luxembourgeois

# Transcription

[Gilles Roth]

Ok? Voilà chers représentants et représentantes de la presse, chers auditeurs et auditrices, je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse. En fait il s'agit de vous présenter une série de mesures qui ont été prises ce matin par le Conseil gouvernemental et que j'avais présenté il y a une heure et demie à la Commission des Finances.

De quoi s'agit-il? C'est un peu comme ce qui avait été indiqué dans le programme gouvernemental :

Il s'agit d'un package d'allègement pour soulager les personnes et pour les inciter à investir davantage au Luxembourg. Il y a cinq buts essentiels : d'abord le pouvoir d'achat, puis la compétitivité troisièmement l'attractivité, quatrièmement la croissance et cinquièmement la cohésion.

Plus de pouvoir d'achat pour les gens, pour les personnes à faible revenu dans la classe fiscale 1A et également pour la classe moyenne. Plus de compétitivité pour nos entreprises, pour notre place financière, plus d'attractivité pour les talents, pour notre place économique plus de croissance pour notre pays, pour notre état social, pour notre avenir, et surtout plus de cohésion sociale pour notre société et pour notre manière de vivre ensemble.

C'est ce que nous voulons atteindre grâce à toutes ces mesures que je vais maintenant vous présenter en détail.

D'abord les allègement d'impôts pour les ménages privés : à partir du 1er janvier 2025 nous allons apurer la grille d'impôt de deux tranches indiciaires supplémentaires.

Ce qui voudra dire qu'on aura apuré 6,5 d'un total de 8 tranches indiciaires.

Si les gens ont plus de sous en poche, ils finiront par en dépenser davantage.

L'allègement des gens c'est donc quelque part quelque chose qui renforce notre économie. Et cet allègement c'est aussi quelque chose qui atteint un but social, parce qu’une non-adaptation de la grille fiscale à l'inflation est une augmentation cachée de des impôts.

C'est la progression froide et puis l'adaptation de la grille fiscale profite surtout aux personnes à faible revenu, à la classe A1, surtout les familles monoparentales.

C'est également les personnes qui reçoivent le REVIS qui vont en profiter.

L'adaptation du tarif fiscal de deux tranches et demie est synonyme d'une augmentation moyenne des tranches fiscales de 6,4%

Cela veut dire que qu'on atteint le taux plus élevé à un moment ultérieur.

Quelques exemples concrets : un célibataire avec un salaire brut de 50 000 € paye aujourd'hui 5710 € d'impôts.

En 2025 la même personne ne payera plus que 5208 € donc c'est un allègement de 502 € par rapport en 2024.

Par rapport à sa situation en 2023, donc de l'année passée, c'est un allègement total de l'ordre de 927 €.

Ou en pourcentage ce serait - 15,1 %. La même personne, toujours célibataire, si elle reçoit un salaire de 75 000 €, aura une charge fiscale réduite de 747 €, en passant de 2024 à 2025.

Donc par rapport à 2023 cette personne paiera 8,9 % ou 1 314 € d'impôts en moins.

Une famille de deux adultes avec un enfant dans la classe fiscale 2 avec un salaire brut de 75 000 €, paiera en 2025 au total 440 € d'impôts en moins. Par rapport à 2023, c'est un allègement total de 694 € ou - 14,7 %.

Ou encore le cas d'une famille de 2 adultes avec un enfant dans la classe fiscale 2 avec un salaire brut de 125 000 €.

Cette famille paie en 2025 1460 € d'impôts en moins.

Par rapport à 2023 c'est un allègement total de 2793 € ou - 14,6 %.

Cette adaptation, c'est quelque chose qui avait été annoncé par le Premier ministre.

Cela aura une répercussion totale sur le budget de l'ordre de 300 millions d'euros.

Deuxièmement, la priorité pour l'allègement des familles monoparentales, comme le Premier ministre l'avait déjà dit, on ne laisse pas les monoparentales au bord de la route avec leurs soucis.

C'est surtout les monoparentaux et monoparentales qui seront allégée dès le 1er janvier 2025.

C'est ça une politique finance sociale. La lutte contre la pauvreté est une priorité absolue, surtout la lutte contre la pauvreté des enfants.

D'après le STATEC, ce sont surtout les ménages de monoparentaux qui sont particulièrement concernés par le risque de pauvreté.

Et c'est donc par ce package que nous allons lutter contre la pauvreté des enfants.

Ceci se fera par le truchement de deux mesures : outre l'adaptation du tarif fiscal à l'inflation, c'est la formule de calcul qui sera adaptée à la classe 1a. Donc le montant de la tranche exonéré dans la classe 1a passera de 24 876 à 26 460 €.

Ce sont des modifications dont profitent aussi les veufs et veuves et les personnes de plus de 64 ans.

En plus, le crédit d'impôt pour les monoparentales et les monoparentaux va en s'augmentant.

Le crédit d'impôt maximal pour les monoparentaux passera de 2 500 à 3 504 €.

Quelques exemples : à partir du 1er janvier 2025 une famille monoparentale qui dispose d'un salaire brut de 52 400 € ne paiera plus d'impôts.

Avec un revenu brut de 75 919 €, c'est le salaire moyen calculé par le STAEC, ce ménage paiera 3 782 € en moins, donc 31,4 % moins qu'en 2023 ou 3 149 € de moins qu'en 2024.

Un veuf ou une veuve dans la classe 1a paiera en présence d'un un salaire brut de 60 000 €, en 2025 paiera encore 5 859 € d'impôts, ce qui correspond à 2 928 € ou 33,3 % d'impôts en moins par rapport à 2023.

Ce sont encore 2296 € de moins qu'en 2024.

Un retraité à la classe 1a paiera en présence d'un revenu brut de 50 000 € en 2025 encore 4 207 € d'impôts.

Cela veut dire que ce sont 2 883 € ou 40,7 % d'impôts en moins par rapport à 2023.

Ce sont encore 2 173 € de moins qu'en 2024.

Dans ce contexte, le projet de loi prévoit aussi d'augmenter le montant maximum de l'abattement pour les allocations des enfants qui ne résident pas dans le ménage du contribuable.

Ce montant se passera de 4 422 à 5 424 €.

Cela correspond tout à fait à ce que nous avions indiqué, c'est de soutenir davantage les monoparentaux.

Dans ce cas-ci le déchet fiscal, donc l'impact sur le budget, est de 82 millions d'euros.

Troisièmement aspect : l'exonération d'impôt pour les salaires minimum non qualifiés alors ici ce sont surtout les gens qui ont un revenu faible qui seront allégés, sans oublier les classes moyennes, les revenus moyens.

C'est le salaire minimum non qualifié qui sera exonéré d'impôt. C'est déjà le cas dans les classes fiscales 1a et b.

À l'avenir, ce sera le cas pour toutes les classes d'impôts et ça, c'est un grand progrès social.

Et cela fait partie d'une politique financière socialement durable.

C'est quelque chose que nous pouvons atteindre grâce à l'augmentation du crédit d'impôt salaire social minimum.

Le nouveau montant de ce crédit d'impôt tient compte de la tranche indiciaire de cette année et très probablement aussi à la tranche indiciaire qui interviendra en 2024.

Donc on en tient déjà compte grâce à un amendement. Donc le déchet fiscal, l'impact budgétaire donc, de cette mesure est de 11 millions d'euros.

Quatrièmement : la déductibilité des intérêts sur la dette lors de l’achat d'un logement existant.

Et bien c'est une mesure qui fait la différence pour pas mal de gens, et est-ce que je peux me permettre mon propre logement ou non.

Alors grâce à ce package de d'allègement, disons "oui" au logement des personnes.

Alors aujourd'hui, dans l'achat d'un logement pour une utilisation personnelle,

il y a le fait qu'il y ait des plafonds normaux, qui font l'objet d'une déductibilité qui est de 4 000, 3 000 et 2 000 €.

C'est différent lors de l'achat d'un bâtiment en voie de futur achèvement, parce qu’ici je peux déduire les intérêts jusqu'à la fin du remboursement.

En raison de la situation actuelle dans le secteur de la construction, beaucoup est investi dans l'immobilier existant.

Nous en tenons compte, et c'est pour ça qu'il y aura une nouvelle règle. À partir de l'année fiscale 2024, j'aurais la possibilité de faire déduire intégralement les intérêts pour l'année où j'achète un logement existant et pour l'année suivante.

Donc c'est vrai pour 2024 et 2025, donc là je peux intégralement déduire mes intérêts.

Par la suite la déductibilité est limitée à 4 000 € durant 4 ans et c'est ensuite que viennent en compte les plafonds de 3 000 et 2 000 €.

Nous donnons justice à une grande demande, parce qu'en fait cela soutient surtout les gens qui ont encore affaire à des intérêts élevés ou un crédit relais, en l'occurrence les gens qui vont vendre leur logement existant pour financer un nouveau logement, mais qui n'ont pas encore pu se débarrasser rapidement de leur logement existant.

Pour donner un exemple : les intérêts sur les dettes de l'ancien crédit peuvent être plafonnés dans un tel cas, ce qui veut dire que ça marche pour la première année après l'acte d'achat. C'est donc surtout les gens que nous soutenons, qui traversent une situation précaire et on aide en même temps le marché budgétaire qui ne s'est pas encore totalement remis.

Alors un deuxième grand point, c'est l'attractivité du Luxembourg.

Pour améliorer l'attractivité du pays, le pacte d'allègement a plusieurs leviers.

Nous voulons un emplacement attrayant pour les salariés, nous voulons un cadre compétitif pour nos entreprises, surtout pour les PME qui constituent l'épine dorsale de notre économie.

Et nous voulons renforcer la place financière, c'est un pilier central de notre économie et de notre budget.

Quant aux mesures pour les salariés, le programme prévoit que la prime participative et le régime des impatriés seront soumis à une amélioration.

Le régime de la prime participative existe depuis 2021.

C'est une prime qui permet à l'employeur de donner des conditions attractives pour faire participer son salarié aux bénéfices de la société.

La prime participative peut constituer 30 % du montant brut des bénéfices annuels.

Actuellement c'est 25 % et la prime participative peut-être augmenté de 5 à 7,5%.

Quant au régime des impatriés, ou les "expats" si vous préférez, nous voulons le moderniser et surtout le simplifier.

C'est également un régime qui existe depuis l'année 2011. Il se fondait à l'époque sur une circulaire, depuis 2021 il a été formellement ancré dans la loi.

Le but de cette mesure c'est d'attirer des talents hautement qualifiés au Luxembourg et surtout de les garder ici au pays. Oui c'est un fait qu'il est de plus en plus difficile de faire venir des talents au Luxembourg et cela concerne surtout des secteurs qui sont importants pour notre avenir, pas seulement pour le secteur des finances et des fonds. Nous sommes dans une une concurrence acharnée avec l'étranger, avec des pays qui ont des régimes similaires, comme la France, la Belgique, les Pays-Bas ou l'Italie. Et c'est pour ça que nous adaptons le régime existant.

À l'avenir, la moitié du revenu annuel brut sera exonérée d'impôt avec un plafond de 400 000 €.

Ce régime existe également dans d'autres pays. Les conditions que l'impatrié doit remplir, donc l'expat qui arrive au Luxembourg, restent inchangées par rapport à la législation actuelle.

Le régime actuel reste d'application pour les contribuables qui ont profité de l'ancien régime durant l'année fiscale 2024.

Mais ils ont la possibilité de passer au nouveau régime, le régime plus moderne.

Nous allons de plus introduire une nouvelle prime surtout pour les jeunes, le starter kit.

Nous avons prévu la réalisation des mesures ancrées également dans l'accord de coalition.

Les jeunes en dessous de 30 ans peuvent bénéficier d'une prime partielle exonérée d'impôt.

Le montant de cette prime baisse proportionnellement au salaire.

Jusqu'à un salaire brut de 50 000 € par an, le montant de cette prime s'élève à 5 000 €.

Jusqu'à un salaire brut de 75 000 €, le montant de la prime est limité à 3 750 €.

Et jusqu'à un salaire brut de 100 000 €, le montant de la prime est limité à 2 500 € par an.

Cette prime est donc exonérée d'impôt à hauteur de 75 %.

Il y a pourtant quelques conditions à pour bénéficier de ce régime: le salarié doit être plus jeune que 30 ans,

il doit être en possession d'un contrat à durée indéterminée au Grand-Duché.

Le salarié peut bénéficier de ce régime pendant maximum 5 années.

Et cette prime est d'application uniquement pour le premier contrat de travail du salarié.

Lorsque le salarié change d'employeur, le droit à cette prime est échu.

L'objectif est de promouvoir le pouvoir d’achat des jeunes et d'aider les patrons à fidéliser des jeunes talents.

Maintenant le fameux crédit pour les frontaliers : pour les heures supplémentaires prestées au Grand-Duché...

...malheureusement les pays voisins n'ont pas joué notre jeu

Mais le sens et l'objectif d'un accord de double imposition consiste à éviter la double imposition.

Au Grand-Duché comme vous savez, les heures supplémentaires dans le secteur privé sont exonérées d'impôt. C'est ce que nos voisins allemands ont appris et comme nous n'imposons pas en réalité ces heures supplémentaires,

les voisins allemands ont le droit d'imposition. Un droit qui leur est accordé grâce à la convention fiscale de 2012, en vigueur depuis 2014.

Selon nos informations, les Allemands n'ont pas appliqué ce droit

Nous n'excluons pas que dans la pratique d'autres pays appliqueront cette règle.

Pour contrecarrer cette tendance nous voulons, sous certaines conditions, introduire un crédit d'impôt pour les heures supplémentaires prestées par les salariés au Grand-Duché mais qui ont leur résidence à l'étranger.

Il s'agit exclusivement de salariés qui sont résidents dans un pays avec lequel le Grand-Duché a signé une convention fiscale.

De plus, ces salariés ne peuvent pas travailler pour la Fonction publique

ni en tant que fonctionnaire, ni en tant qu'employés d'État ou stagiaire fonctionnaire.

Cette mesure est soumise à une série de conditions : les heures supplémentaires pour des prestations au Luxembourg doivent être payées.

Sur base de l'accord ou la convention fiscale, le Grand-Duché bénéficie du droit d'imposition sur les heures supplémentaires.

Mais sur base de la même convention, le pays de résidence du salarié impose ou taxe ces heures supplémentaires.

Si toutes ces conditions sont remplies, le salarié obtient un crédit d'impôt pour un montant maximal de 700 €.

L'impact de cette mesure est 10 millions d'euros. Et aussi afin de renforcer la compétitivité du Grand-Duché, nous avons prévu certaines mesures pour les entreprises.

Nous avons clairement un besoin de rattrapage en matière de compétitivité de nos entreprises.

Ce n'est que grâce à une économie forte qu'on peut créer un état social fort.

Afin de renforcer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises le taux d'imposition sur les sociétés passe de 17 % à 16 %.

La charge fiscale globale pour une entreprise tombe donc actuellement de 24,94 % à 23,87 % pour l'année fiscale 2025.

Nous nous approchons donc du taux d'imposition moyen de l'OCDE qui était de 23,6 % et qui en Union européenne est de 21,2 %.

Pour les petites entreprises le taux d'imposition sur les sociétés est baissé de 15 % à 14 %.

Pour ces entreprises la charge fiscale globale passe donc de 22,80 % à 21,73 %.

Cette mesure est importante pour renforcer la compétitivité de nos entreprises en Europe et dans le monde globalisé.

Grâce à la réduction de la charge fiscale les sociétés, les entreprises sont encouragées à investir davantage, à être innovateur et créer davantage d'emplois. L'impact fiscal est estimé à 70 millions d'euros.

Nous allons prévoir une mesure générale pour la place financière.

En ce qui concerne les ETF, nous voulons exonérer les ETF de la taxe d'abonnement.

Les ETF qui sont côtés à la Bourse seront donc exonérés de la taxe d'abonnement.

Actuellement, les ETF gérés de manière passive sont exonérés de la taxe d'abonnement.

Ce sont des fonds d'investissement côtés à la Bourse, négociés à la Bourse et qui sont rattachés à un indice boursier.

Les ETF avec une gestion active ont connu un grand succès, surtout aux États-Unis.

En Europe, le marché des ETF actifs est pourtant réduit, nous devons donc positionner stratégiquement le Grand-Duché.

Nous voulons donc créer un pilier supplémentaire pour notre place financière et diversifier davantage notre place financière.

Chers représentants de la presse, cher public, chers écouteurs, nous voulons sortir de la crise et ne pas imposer d'avantage les citoyens et les salariés mais surtout les alléger.

L'allègement crée de la dynamique, une nouvelle croissance, et les mesures d'allégement créent une nouvelle consommation, de nouveaux investissements.

L'allègement crée de nouvelles recettes fiscales pour le bénéfice d'un état social, pour un budget durable.

Le nouveau paquet de mesures n'est pas un calcul comptable, mais c'est une politique holistique,

où l'ensemble, le total, est plus que la somme des différentes parties.

Ce paquet n'est pas un pari à l'aveugle sur l'avenir, c''est un investissement dans les citoyens, dans les entreprises et dans l'avenir.

Les nouvelles mesures sont surtout un signal politique très clair.

Les nouvelles mesures font confiance aux citoyens, au pays et aux entreprises.

Il représente le modèle luxembourgeois du vivre ensemble et surtout la paix sociale pour un Grand-Duché qui sera renforcé pour attaquer l'avenir.

[Journaliste]

Dir schafft jo och un enger méi grousser Steierreform, war jo och schonn annoncéiert ginn. Elo no der Kommissiounssëtzung huet ee vu verschiddenen Oppositiouns-Deputéierten héieren, si géife fannen, dass sech net genuch finanzielle Spillraum dofir géif gelooss ginn. Wat sot Dir dozou? Sinn dono nach Suen do fir eng méi breet Steierreform?

[Gilles Roth]

Also hei ass et drëms gaangen, dat wat an dem Regierungsaccord festgehalen ass, a wat ech virun engem knappe Joer an der Walcampagne, mengen ech, net nëmme vun der CSV mee vun alle Parteie praktesch héieren hunn.

Hei ass et drëms gaange fir de Leit aus der Kris eraus méi Kafkraaft ze ginn, fir Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen um Niveau vun der Kompetitivitéit vun de Betriber, fir eng attraktiv Finanzplaz ze hunn, fir do déi néideg budgetär Ressourcen ze schafen, fir eis Ausgaben, a virun allem, déi sozial Ausgabe weider kënnen ze erhalen.

47% vun den Ausgabe vum Lëtzebuerger Staat si Sozialausgaben.

An déi wëlle mir weiderhin op engem héijen Niveau halen.

[Journaliste]

Serge Kessler, Radio 100,7. Wann ech elo richteg gerechent hunn, läit de Gesamtimpakt pro Joer bei iwwer enger hallwer Milliard.

Do stellt sech natierlech d'Fro vun der Géigefinanzéierung. Wat äntwert Dir op dës Fro?

[Gilles Roth]

Jo wësst Dir, et geet drëms fir d'Leit net ëmmer méi steierlech ze belaaschten.

An et geet virun allem och drëms fir de Leit net op der enger Säit eppes an d'Täsch ze ginn, an déi aner Säit erëm aus der Täsch ze huelen.

Wa mir keng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell maachen, wat geschitt dann? Ma da bezuelen d'Leit ëmmer méi Steieren.

Mir sinn eis awer bewosst, där sozialer Verantwortung, an dofir: de Mindestloun mat engem Steierkredit, steierfräi.

Dofir besonnesch d'Leit ënnerstëtzen, déi elengerzéiend sinn, dat sinn déi déi am beschte mat dëser Steierreform bedéngt ginn.

Fir deene méi Kafkraaft ze ginn, fir deenen ze hëllefen, dass si aus dem Aarmutsrisiko, well do ass nämlech den Aarmutsrisiko am Gréissten, fir do déi sozial Verantwortung vun dëser Regierung ze iwwerhuelen. An da wëlle mir weiderhin eis Betriber ënnerstëtzen.

Mir wëllen déi steierlech entlaaschten, dass se Suen hu fir ze investéieren. Dass mir e favorabelen Ecosystème schafen, besonnesch fir eis Finanzplaz.

An dat geet nëmmen an deem mir attraktiv bleiwen. Well iwwert déi Finanzplaz, iwwert eis Betriber, kréie mir och déi néideg Recetten iwwert d'Betribssteier wou mir dëst Joer kéinte bis um Enn vum Joer vläicht d'3 Milliarde-Grenz iwwerschreiden.

An ech mengen, dat si Weeër, déi am Regierungsprogramm opgelëscht goufen.

Dat ass dee Plang, deen dës Regierung huet, an dat ass och dee Plang, deen dës Regierung duerchzitt.

[Journaliste]

Ech hunn eng kuerz Fro zur Prime participative. Do gëtt de Montant jo gehéicht vu 25 op 30%.

Elo fält jo awer, wann een déi Primm kritt, menges Wëssens no nach eng Besteierung un.

Ass dat elo eng Steierbefreiung, eng Erhéijung vun der Steierbefreiung op där Primm? Kann een dat esou... ?

[Gilles Roth]

Eh... d'Leit kënnen zu méi engem héijen Undeel vun der Primm profitéieren.

Wéi gesot, 25% sinn aktuell vum Bruttoloun méiglech iwwert dës Prime participative auszebezuelen; an Zukunft wäerten dat 30% sinn.

An de Betrib selwer, dee konnt bis elo 5% vu sengem positive Resultat vun deem Joer virdrun, um Niveau vun dëser Primm ausbezuelen.

Dee Montant geet eigentlech op 7,5% an d'Luucht, dat heescht, e steigert sech ëm 50%.

Dat ass den Avantage vun dësem System. Dat ass och fir d'Leit ze fideliséieren, weiderhin an hirem Betrib ze bleiwen, fir och kënne vun de Performancë vun deem Betrib ze profitéieren.

[Journaliste]

Aulner fir RTL. Ech wollt nach eng Kéier just unhaken, un dat wat gesot ginn ass iwwert d'Géigefinanzéierung.

Här Roth, am Walkampf hat Dir nach gesot dass ee kéint e Spëtzesteiersaz vun 43% aféieren.

Da wier een nach ëmmer mat Solidaritéitssteier mengen ech eben ënner 50%, an dat wier fir Iech nach ëmmer duerchaus attraktiv fir Lëtzebuerg.

Mee dat ass definitiv vum Dësch dann?

[Gilles Roth]

Eh, Här Aulner, den 8. Oktober ware Walen. An den 9. Oktober sinn d'Koalitiounsverhandlungen ugaangen.

An de Koalitiounsaccord, deen huet keng Erhéijung vun dem Spëtzesteiersaz festgehalen.

An dorun halen ech mech. Wéi all Regierungsmember. An ech hunn dat ëmzesetzen, wat am Regierungsaccord steet.

An dat wäert ech och maachen.

[Journaliste]

Eng Fro nach... Pardon, kann ech der e puer stellen? Merci. De Regimm fir d'Prime participative an d'Primm fir Expats, mäi Kolleeg de Pit hat dat schonn opgeworf, do ass awer beim Déchêt fiscal, deen dat da géif duerstellen, kënnt dobäi, dass dat awer och non-cotisable ass.

Dat heescht, do ass en Manque à gagner och fir d'Sozialkeesen, ass dat richteg?

[Gilles Roth]

De Loun gëtt als Loun consideréiert.

Dat wat hei ass, dat si steierlech Moossnamen, wou gesot gëtt, beim Regimm vun Expats, dat déi zur Hallschent steierbefreit sinn.

Dat selwecht zielt iwweregens och beim Regimm vun der Prime participative. An dat selwecht zielt bei dem Regimm vun deem Starter kit fir jonk Leit.

Dat war eng Fro déi mir och an der Chamberskommissioun gestallt gouf. An no Récksprooch mat den Experten ass dat ze consideréieren wéi en 13. Mount, deen een ausbezuelt kritt, an da gëtt deen och cotisabel.

[Journaliste]

Dee gëtt cotisabel, ok... Dat wollt ech froen: Ech mengen d'Oppositioun hei och huet mir virdru gesot... ech weess net méi genau wien...

Mee d'Oppositioun fäert datt d'Promoteure vun der Deductibilitéit vun den Zënse bei Immo-Prête kéinte profitéieren.

An ech hat et awer esou verstanen, wéi wann dat awer just wier wann een eng Wunneng huet, déi ee verkeeft, an eng nei keeft. Bon, Dir hutt och do vun Anti-Abus-Klausele geschwat.

[Gilles Roth]

Dat ass richteg. Ech hu virdrun erkläert, dass bedéngt duerch déi héich Zënsen, d'Leit, déi zum Beispill, e jonke Stot, deen en Appartement huet, an e kritt Kënnercher, an dee wëllt da méi eng grouss Wunneng, dann ass en engersäits obligéiert fir dat Appartement ze verkafen, wann dat ze kleng ass, fir sech méi eng grouss Wunneng unzeschafen. Dann ass en oft mat zwee Kreditter konfrontéiert.

Dat ass e sougenannten Iwwerbréckungskredit; déi een awer och emol misst finanzéieren, mat deenen héijen Zënsen.

An deem wëlle mir entgéint wierken, mat där Moossnam hei, fir dass ech vun där Wunneng, déi ech kafen, dass ech och do, wärend dem Joer vum Kaf, kann integral d'Zënse vun de Steieren ofsetzen, an dat Joer dono...

Ech mengen dat ass am Interessi vun deene Leit, déi eng Wunneng sichen. Ech gesinn dat net am Interessi vun de Promoteuren, well et geet jo hei ëm d'Steiererklärung vun deene Leit, déi eng Wunneng sichen.

Sollt awer dee System hei mëssbraucht ginn, dann ass och... an dat hunn ech och der Chamber gesot, dat wäerte mir dat net éiweg weiderlafe loossen.

Dann ass dat zäitlech begrenzt.

[Journaliste]

Kann ech nach eng Fro stellen? Vläicht wëll nach ee Kolleeg...?

Ech wollt nach froen, dat ass och mengen ech den Här Fayot hat dat schonn d'lescht Kéier opgegraff, fir d'LSAP de Problem, dass...

Quitte dass natierlech d'Oppositioun, fir fair ze sinn, erwänen ech och dass se awer och en Deel begréissen, vun deem wat hei gemaach gëtt, well eng sozial Komponent ass notamment bei den 1A a bei den niddrege Revenuen, mee se fäerten awer och dass et eben déi Externalitéite gëtt, vum Wuesstum, dat heescht, de Logement, etc.

An Dir schwätzt jo och mat bildleche Saachen, dowéinst gräifen ech dat op mam Botter... An dat heescht an der Proportionalitéit, ginn hei d'Leit vläicht besser entlaascht wann se ënnen si vun de Revenuen, mee d'Gehälter sinn awer esou ausernee gaangen, dass verschidde Leit sech einfach de Botter net méi kënne leeschten hei am Land.

[Gilles Roth]

Jo. An et si virun allem déi Leit mat klengen a mëttleren Akommesen, déi Schwieregkeeten hunn, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien.

Ech mengen, dëse Gesetzesprojet, contrairement wat nach bei der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, wou vu liberal a konservativer Regierungspolitik geschwat gouf, hei ass eng fortschrëttlech Steierpolitik, déi gemaach gëtt, an déi besonnesch deene sozial Schwächsten entgéint kënnt. Et ass historesch, dass mat dësem Steierkredit och de soziale Mindestloun, net qualifizéierte Mindestloun, steierfräi ass.

Ech weess, dass et do ënnerschiddlech Approchë ginn, well gesot gëtt jiddweree soll Steiere bezuelen.

Et war den deliberéierte Choix vun dëser Regierung, de Moien, fir de soziale Mindestloun fir Net-Qualifizéierter, ganz steierfräi ze maachen.

Besonnesch aus där Ursaach wou Dir gesot hutt, dass d'Leit Schwieregkeeten hunn, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien.

[Journaliste]

Ines Kurschat du Luxemburger Wort. J'ai une question concernant le cadre. Le Premier ministre avait dit que le gouvernement était en train d'établir un plan anti-pauvreté et les mesures évoquées concernant la classe d'impôt 1a. Est-ce que cela en fait partie de ce plan anti-pauvreté ?

Et puis il y a une deuxième question qui sort un peu du cadre de la conférence de presse :

Le directeur de la CSFF, Monsieur Marx, avait dit que lui aussi il allait préconiser quelque chose de même que votre collègue de parti Madame Adehm, qu'il faudrait peut-être un institut qui pourrait mieux saisir la charge de la dette des ménages.

Qu'en pensez-vous ?

[Gilles Roth]

Oui vous avez raison. Notre but est d'agir contre la pauvreté, et la pauvreté est la plus grande parmi les personnes à faible revenu.

Donc ce sont eux qui sont soulagés sur le plan fiscal. C'était la voie que voulait emprunter le gouvernement dès le début et nous le faisons encore et toujours.

Alors le taux de pauvreté est de 41 % pour les monoparentaux. C'est quelque chose qui est inadmissible pour un pays riche.

Donc il faut qu'on fasse quelque chose pour alléger la charge des monoparentaux et ceci est un pas supplémentaire.

Concernant ce qu'on appelle la Schufa en Allemagne, le ministre des Finances va respecter ce que la Chambre dira à ce sujet.

Cela a quand même des répercussions, pensons entre autres au secret d'impôt, qui vaut toujours pour les résidents et personne n'a parlé de le lever.

Mais donc il s'agit des problèmes pour les gens qui ont de vrais problèmes de nouer les deux bouts, de payer le remboursement de leur crédit existant. Il ne faut surtout ne pas les pousser à aller chercher un crédit à l'étranger pour aggraver leur situation.

Donc moi je vais faire ce que la Chambre va décider. Si la Chambre me donne des indications pour intervenir dans un sens comme dans l'autre, j'irai.

[Journaliste]

Serge Kessler, Radio 100,7. Wann ech elo richteg gerechent hunn, läit de Gesamtimpakt pro Joer bei iwwer enger hallwer Milliard.

Do stellt sech natierlech d'Fro vun der Géigefinanzéierung. Wat äntwert Dir op dës Fro?

[Gilles Roth]

Jo wësst Dir, et geet drëms fir d'Leit net ëmmer méi steierlech ze belaaschten.

An et geet virun allem och drëms fir de Leit net op der enger Säit eppes an d'Täsch ze ginn, an déi aner Säit erëm aus der Täsch ze huelen.

Wa mir keng Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell maachen, wat geschitt dann? Ma da bezuelen d'Leit ëmmer méi Steieren.

Mir sinn eis awer bewosst, där sozialer Verantwortung, an dofir: de Mindestloun mat engem Steierkredit, steierfräi.

Dofir besonnesch d'Leit ënnerstëtzen, déi elengerzéiend sinn, dat sinn déi déi am beschte mat dëser Steierreform bedéngt ginn.

Fir deene méi Kafkraaft ze ginn, fir deenen ze hëllefen, dass si aus dem Aarmutsrisiko, well do ass nämlech den Aarmutsrisiko am Gréissten, fir do déi sozial Verantwortung vun dëser Regierung ze iwwerhuelen. An da wëlle mir weiderhin eis Betriber ënnerstëtzen.

Mir wëllen déi steierlech entlaaschten, dass se Suen hu fir ze investéieren. Dass mir e favorabelen Ecosystème schafen, besonnesch fir eis Finanzplaz.

An dat geet nëmmen an deem mir attraktiv bleiwen. Well iwwert déi Finanzplaz, iwwert eis Betriber, kréie mir och déi néideg Recetten iwwert d'Betribssteier, wou mir dëst Joer kéinte bis um Enn vum Joer vläicht d'3 Milliarde-Grenz iwwerschreiden.

An ech mengen, dat si Weeër, déi am Regierungsprogramm opgelëscht goufen.

Dat ass dee Plang, deen dës Regierung huet, an dat ass och dee Plang, deen dës Regierung duerchzitt.

[Journalist]

Ech hunn eng kuerz Fro zur Prime participative. Do gëtt de Montant jo gehéicht vu 25 op 30%.

Elo fält jo awer, wann een déi Primm kritt, menges Wëssens no nach eng Besteierung un.

Ass dat elo eng Steierbefreiung, eng Erhéijung vun der Steierbefreiung op där Primm? Kann een dat esou... ?

[Gilles Roth]

Eh... d'Leit kënnen zu méi engem héijen Undeel vun der Primm profitéieren.

Wéi gesot, 25% sinn aktuell vum Bruttoloun méiglech iwwert dës Prime participative auszebezuelen; an Zukunft wäerten dat 30% sinn.

An de Betrib selwer, dee konnt bis elo 5% vu sengem positive Resultat vun deem Joer virdrun, um Niveau vun dëser Primm ausbezuelen.

Dee Montant geet eigentlech op 7,5% an d'Luucht, dat heescht, e steigert sech ëm 50%.

Dat ass den Avantage vun dësem System. Dat ass och fir d'Leit ze fideliséieren, weiderhin an hirem Betrib ze bleiwen, fir och kënne vun de Performancë vun deem Betrib ze profitéieren.

[Journalist]

Aulner fir RTL. Ech wollt nach eng Kéier just unhaken, un dat wat gesot ginn ass iwwert d'Géigefinanzéierung.

Här Roth, am Walkampf hat Dir nach gesot dass ee kéint e Spëtzesteiersaz vun 43% aféieren.

Da wier een nach ëmmer mat Solidaritéitssteier mengen ech eben ënner 50%, an dat wier fir Iech nach ëmmer duerchaus attraktiv fir Lëtzebuerg.

Mee dat ass definitiv vum Dësch dann?

[Gilles Roth]

Eh, Här Aulner, den 8. Oktober ware Walen. An den 9. Oktober sinn d'Koalitiounsverhandlungen ugaangen.

An de Koalitiounsaccord, deen huet keng Erhéijung vun dem Spëtzesteiersaz festgehalen.

An dorun halen ech mech. Wéi all Regierungsmember. An ech hunn dat ëmzesetzen, wat am Regierungsaccord steet.

An dat wäert ech och maachen.

[Journalist]

Eng Fro nach... Pardon, kann ech der e puer stellen? Merci. De Regimm fir d'Prime participative an d'Primm fir Expats, mäi Kolleeg de Pit hat dat schonn opgeworf, do ass awer beim Déchêt fiscal, deen dat da géif duerstellen, kënnt dobäi, dass dat awer och non-cotisable ass.

Dat heescht, do ass en Manque à gagner och fir d'Sozialkeesen, ass dat richteg? De Loun gëtt als Loun consideréiert.

[Gilles Roth]

Dat wat hei ass, dat si steierlech Moossnamen, wou gesot gëtt, beim Regimm vun Expats, dat déi zur Hallschent steierbefreit sinn.

Dat selwecht zielt iwweregens och beim Regimm vun der Prime participative. An dat selwecht zielt bei dem Regimm vun deem Starter kit fir jonk Leit.

Dat war eng Fro déi mir och an der Chamberskommissioun gestallt gouf. An no Récksprooch mat den Experten ass dat ze consideréieren wéi en 13. Mount, deen een ausbezuelt kritt, an da gëtt deen och cotisabel.

[Journalist]

Dee gëtt cotisabel, ok... Dat wollt ech froen: Ech mengen d'Oppositioun hei och huet mir virdru gesot... ech weess net méi genau wien...

Mee d'Oppositioun fäert datt d'Promoteure vun der Deductibilitéit vun den Zënse bei Immo-Prête kéinte profitéieren.

An ech hat et awer esou verstanen, wéi wann dat awer just wier wann een eng Wunneng huet, déi ee verkeeft, an eng nei keeft. Bon, Dir hutt och do vun Anti-Abus-Klausele geschwat.

[Gilles Roth]

Dat ass richteg. Ech hu virdrun erkläert, dass bedéngt duerch déi héich Zënsen, d'Leit, déi zum Beispill, e jonke Stot, deen en Appartement huet, an e kritt Kënnercher, an dee wëllt da méi eng grouss Wunneng, dann ass en engersäits obligéiert fir dat Appartement ze verkafen, wann dat ze kleng ass, fir sech méi eng grouss Wunneng unzeschafen. Dann ass en oft mat zwee Kreditter konfrontéiert.

Dat ass e sougenannten Iwwerbréckungskredit; déi een awer och emol misst finanzéieren, mat deenen héijen Zënsen.

An deem wëlle mir entgéint wierken, mat där Moossnam hei, fir dass ech vun där Wunneng, déi ech kafen, dass ech och do, wärend dem Joer vum Kaf, kann integral d'Zënse vun de Steieren ofsetzen, an dat Joer dono...

Ech mengen dat ass am Interessi vun deene Leit, déi eng Wunneng sichen. Ech gesinn dat net am Interessi vun de Promoteuren, well et geet jo hei ëm d'Steiererklärung vun deene Leit, déi eng Wunneng sichen.

Sollt awer dee System hei mëssbraucht ginn, dann ass och... an dat hunn ech och der Chamber gesot, dat wäerte mir dat net éiweg weiderlafe loossen.

Dann ass dat zäitlech begrenzt.

[Journalist]

Kann ech nach eng Fro stellen? Vläicht wëll nach ee Kolleeg...?

Ech wollt nach froen, dat ass och mengen ech den Här Fayot hat dat schonn d'lescht Kéier opgegraff, fir d'LSAP de Problem, dass...

Quitte dass natierlech d'Oppositioun, fir fair ze sinn, erwänen ech och dass se awer och en Deel begréissen, vun deem wat hei gemaach gëtt, well eng sozial Komponent ass notamment bei den 1A a bei den niddrege Revenuen, mee se fäerten awer och dass et eben déi Externalitéite gëtt, vum Wuesstum, dat heescht, de Logement, etc.

An Dir schwätzt jo och mat bildleche Saachen, dowéinst gräifen ech dat op mam Botter... An dat heescht an der Proportionalitéit, ginn hei d'Leit vläicht besser entlaascht wann se ënnen si vun de Revenuen, mee d'Gehälter sinn awer esou ausernee gaangen, dass verschidde Leit sech einfach de Botter net méi kënne leeschten hei am Land.

[Gilles Roth]

Jo. An et si virun allem déi Leit mat klengen a mëttleren Akommesen, déi Schwieregkeeten hunn, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien.

Ech mengen, dëse Gesetzesprojet, contrairement wat nach bei der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, wou vu liberal a konservativer Regierungspolitik geschwat gouf, hei ass eng fortschrëttlech Steierpolitik, déi gemaach gëtt, an déi besonnesch deene sozial Schwächsten entgéint kënnt. Et ass historesch, dass mat dësem Steierkredit och de soziale Mindestloun, net qualifizéierte Mindestloun, steierfräi ass.

Ech weess, dass et do ënnerschiddlech Approchë ginn, well gesot gëtt jiddweree soll Steiere bezuelen.

Et war den deliberéierte Choix vun dëser Regierung, de Moien, fir de soziale Mindestloun fir Net-Qualifizéierter, ganz steierfräi ze maachen.

Besonnesch aus där Ursaach wou Dir gesot hutt, dass d'Leit Schwieregkeeten hunn, fir d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien.

[Journalist]

Ines Kurschat, vom Luxemburger Wort. Ech hätt eng Fro, an zwar, wat dee Kader ugeet, deen....

Den Här Premier hat gesot gehat, datt déi Regierung amgaange wier, en Aarmutsplang ze erstellen.

Sinn déi Mesuren, grad eben och wat déi Steierklass 1A ugeet, un deem Plang eben ze gesinn?

Ass dat een Deel dovunner? Dat ass déi éischt Fro. An dann hätt ech nach eng zweet Fro, déi geet e bësschen aus der Pressekonferenz eraus.

An zwar hat de Generaldirekter Marx vun der CSSF gesot gehat, hie wier och fir eppes wat är Kolleegin, Är Parteikolleegin Madamm Diane Adehm scho gesot hat, nämlech datt et een Institut sollt ginn, wat villäicht déi Kreditwierdegkeet oder awer ebe soss déi Scholdelaascht vun den Haushälter besser erfaasst.

Wéi stitt Dir dozou?

[Gilles Roth]

Also... Dir hutt mat Recht gesot, dass mir kucken hei d'Aarmut ze bekämpfen.

D'Aarmut bekämpft een do, wou se am gréissten ass. An d'Aarmut ass grouss bei deene Leit, déi niddereg Léin hunn.

Dofir ginn déi prozentual, wéi Dir richteg sot, am Stäerksten entlaascht. Dat ass de Wee, deen dës Regierung wollt aschloen, bei der Regierungserklärung, an deen zéie mir duerch.

Den zweete Punkt ass deen: wou den Aarmutsrisiko am gréissten ass, dee läit leider, soen ech, leider läit dee bei 41% bei Elengerzéiender.

An dat ass eppes wat net geet, an engem räiche Land. Mir hunn hei e groussen Effort gemaach, mee mir musse kucken dass mir besonnesch déi Elengerzéiend hei entlaaschten.

Hei ass en éischte Schrëtt, an et ass och e konkrete Schrëtt fir Aarmutsbekämpfung.

Iwwert déi sougenannte "Schufa", wéi dat an Däitschland ass, do ginn et ënnerschiddlech Meenungen.

De Finanzminister respektéiert dat wat d'Majoritéit an der Chamber dozou wäert ausdrécken.

Et muss een natierlech kucken déi Implicatioun, déi dat huet. Dat huet Implicatiounen op e Bankgeheimnis, wat zu Lëtzebuerg nach ëmmer fir Residenten zielt, wou ech net am Regierungsprogramm gelies hunn, dass dat soll opgi ginn. Dat huet och konkret Implicatioune wa Leit, déi ounihi scho Schwieregkeeten hunn, fir iwwerhaapt nach e Kredit bei enger Bank ze kréien, dass déi net domadder gedréckt ginn, zum Beispill an dat not Ausland. An dat muss een also, déi positiv an déi negativ Punkten dovunner, ofweien.

An ech mengen als Finanzminister maachen ech dat wat den éischte Pouvoir, hei an dësem Fall, d'Chamber, decidéiert.

A wann si mir den Optrag gëtt fir an déi eng Richtung oder an déi aner Richtung ze goen, da wäert ech mech deem selbstverständlech uschléissen.

[Journalist]

Thierry Labro de Paperjam. Trois questions, en fait: Des premières mesures qui avaient été prises tout de suite, ces seize mesures aujourd'hui, est-ce que vous restez sur l'idée présenter une réforme de la classe d'impôt unique en 2026, ou est-ce que c'est avancé, ou pas, ou oublié?

Ensuite, dans le programme de coalition, on parle aussi d'une sorte de retour du "tax-shelter" pour les start-ups.

Est-ce que ça, c'est abandonné, ou est-ce que ça viendra ? Et puis, il y avait aussi l'éventualité d'un petit coup de pouce fiscal pour les entreprises qui investiraient davantage dans la transition écologique et environnementale. Est-ce que ça aussi ça a été abandonné ou repoussé ?

[Gilles Roth]

Euh, un : je me tiens strictement à ce qui a été inscrit dans le programme gouvernemental.

Il est vrai, vous l'avez rappelé, que quatre tranches indiciaires ont été neutralisées dans le barème d'impôts dès l'année 2024.

Et on aura, avec ce paquet fiscal, deux et demi tranches additionnelles.

Donc ça fait 6,5 sur 8 qui se sont accumulées. Deux : sur l'individualisation.

L'individualisation est l'une des mesures phares qui ont été réclamées, je dirais, par toutes les parties qui sont actuellement représentées à la Chambre des députés.

Et je m'engagerai haut et fort à essayer de réaliser au mieux ce projet d'individualisation.

Les travaux au sein du ministère des Finances, au sein de l'Administration fiscale, vont bon train.

Et je suis confiant que je pourrai présenter d'abord au Conseil de gouvernement et ensuite à la Commission des finances et du budget, des modèles concrets d'ici au plus tard une année.

Alors je me tiendrai strictement au programme gouvernemental pour déposer un projet de loi par après.

Troisième question sur les start-ups: Oui, je tâcherai de présenter, ensemble avec le ministre de l'Économie, un plan d'action pour soutenir les start-ups ici au Luxembourg.

C'est un secteur porteur qui vaut pour l'économie entière, mais surtout pour l'attractivité de notre place financière, avec des législations blockchain, avec des législations encadrant l'intelligence artificielle, avec, surtout, un écosystème qui va pour soutenir les fintechs, qui sont porteurs ici au Luxembourg, et qui sont un réel secteur d'avenir.

Et j'ai été vraiment content de voir autant de jeunes s'impliquer dans ces nouveaux domaines.

Et le ministre de l'Économie et moi-même, en tant que ministre des Finances, nous présenterons un plan d'action d'ici la fin de l'année, sur ce sujet.

Et quatrièmement : oui, on accompagnera la transition digitale, et surtout la transition verte, donc écologique, par des mesures fiscales.

Un premier jet de mesures a été pris notamment au niveau de la bonification d'investissement, dont le régime a été axé précisément sur ces secteurs, et d'autres mesures, telles qu'indiquées dans le programme gouvernemental, vont suivre. Et vous n'avez certainement pas ignoré que le ministre de l'Économie et le ministre de l'Environnement ont présenté, cet après-midi également, les nouvelles mesures du PNEC, qui ont été adoptées ce matin au Conseil de gouvernement.

[Gilles Roth]

... Dir stellt esou vill Froe wéi Dir wëllt.

[Journalist]

Dat ass léif, Merci Här Roth. Ech antizipéiere just vläicht elo fir verschidde Leit, déi enttäuscht wieren, dass mir net iwwert d'Steierklass 1 geschwat hunn.

Et ass zwar schonn iwwert déi grouss Steierreform geschwat ginn, an ech stellen déi grouss Fro, déi schonn ech mengen all puer Joer gestallt gouf, och anere Regierungen:

Wann een eng eenzeg Steierklass mécht, an et wëll een net dass iergendee verléiert, da géif et jo grouss Entlaaschtunge fir d'Steierklass 1 ginn, well déi dann no un d'2 géife kommen, soen ech mir mol. Oder géif Dir dann a Kaf huelen, dass villäicht awer verschidde Leit hei am Land manner dono netto vum brutto hätte mat enger grousser Steierreform?

[Gilles Roth]

Här Aulner, Dir sidd wéi ëmmer virwëtzeg. Ass ganz normal als Journalist, mee Dir verstitt, mat all der Virléift, déi ech och hu fir d'Pressevertrieder, dass mir fir d'éischt verschidde Modeller zesummen erdenken, se duerchrechnen, an dann dem Regierungsrot, der Chamber, an och domadder der breeder Ëffentlechkeet virstellen.

Richteg ass, mengen ech, dass mir mat dësem Moossnamepak, deen eng historesch Ënnerstëtzung gëtt fir d'Leit aus der Steierklass 1A, eng historesch Entlaaschtung, virun allem fir d'Monoparentauxen, dass mir der Capacitéit vun dem Bäitrag zu der Gesellschaft vun deenen eenzele Leit, dass mir där verstäerkt Rechnung droen. Jiddwer Fall ass selbstverständlech eenzel.

Mee ech mengen a grousse Kategorie vu Steierzueler consideréiert, gesinn ech dat hei eppes wat besonnesch am Wee vun enger gerechter Steierlaaschtverdeelung geet.

An ech engagéiere mech, an ech soen et nach eng Kéier, dozou fir de grousse Projet vun der Individual-Besteierung am Interessi vun engem moderne Lëtzebuerg, fir dat virunzedreiwen. Dat geet ouni Ideologie, mee dat geet mat vollem Pragmatismus, an esou wéi et den Optrag och aus dem Regierungsprogramm ass.

Ech wäert mir eng Éier maachen, fir datt mat aller Méi hinzekréien.

Wann dat esou ass, da soen ech Iech Merci.

An Dir hutt grad, wéi ech denken, alleguerten Är Lieser, Är Nolauschterer a Spectateuren, alleguerten déi Rechebeispiller, déi ech elo zum Deel erkläert hunn, an do wäerten d'Leit nach méi Detailer dobäi fannen. Ech soen Iech Merci, an e schéine Mëtteg.